VILLE DE FLINES LEZ RACHES

ARRETE PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Nous, Maire de la Commune de Flines-Lez-Raches,

Vu le Code des Collectivités Territoriales art. L 2212.2 - 2213.1 - 2213.2 - 2213.3,

Vu le Code de la Route, notamment les articles R 411-30 et R 411-31 modifiés ;

Vu la décision n°48/2023 en date du 16 décembre 2023 portant tarification de l'occupation du domaine public en 2024 ;

Vu la demande effectuée en date du 24 février 2024 par l'entreprise CIBEC qui sollicite l'autorisation d'occuper le trottoir au 32 rue Jean Chemin en vue d'y installer un échafaudage de 9m de longueur x 6m de hauteur x 0.80m de largeur ;

Considérant la nécessité de réglementer la circulation et le stationnement au 32 rue Jean Chemin du 26 février 2024 au 29 mars 2024 soit 33 jours ;

ARRETONS

- Article 1 : L'entreprise CIBEC est autorisée à occuper le trottoir au 32 rue Jean Chemin en vue d'y installer un échafaudage de 9m de longueur x 6m de hauteur x 0.80m de largeur.
- Article 2 : La présente autorisation est accordée du 26 février 2024 au 29 mars 2024 soit 33 jours.
- Article 3: Le permissionnaire devra s'acquitter d'une redevance d'un montant fixé à 0.7€ par mètres carrés et par jour soit 9 x 0.80 x 0.70 x 33 = 166.32€.
- <u>Article 4</u> : Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

En cas de dégradation ou de salissure, la commune pourra faire procéder aux travaux de remise en état des lieux aux frais exclusifs du permissionnaire.

- <u>Article 5</u>: La présente autorisation est accordée à titre précaire et est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire des obligations susvisées ou pour toute autre raison d'intérêt général.
- <u>Article 6</u>: Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Douai et la Police Municipale de Flines-Lez-Râches sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Flines-Lez-Râches, le 23 février 2024.

Le Maire,



Annie GOUPIL